

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIF AU COMPTE ADMINISTRATIF 2019

I. LES OPERATIONS D'EXPLOITATION

La section d'exploitation présente pour l'année 2019 :

➤ Au titre du Budget Principal :

- Un total de titres émis de : 37 769 783,42 €
- Un total de mandats émis de : 38 397 997,57 €
- Soit un résultat de la section de : - 628 214,15 €
- Des restes à réaliser en dépenses pour : 1 109 723,60 €
- Des restes à réaliser en recettes pour : 0,00 €

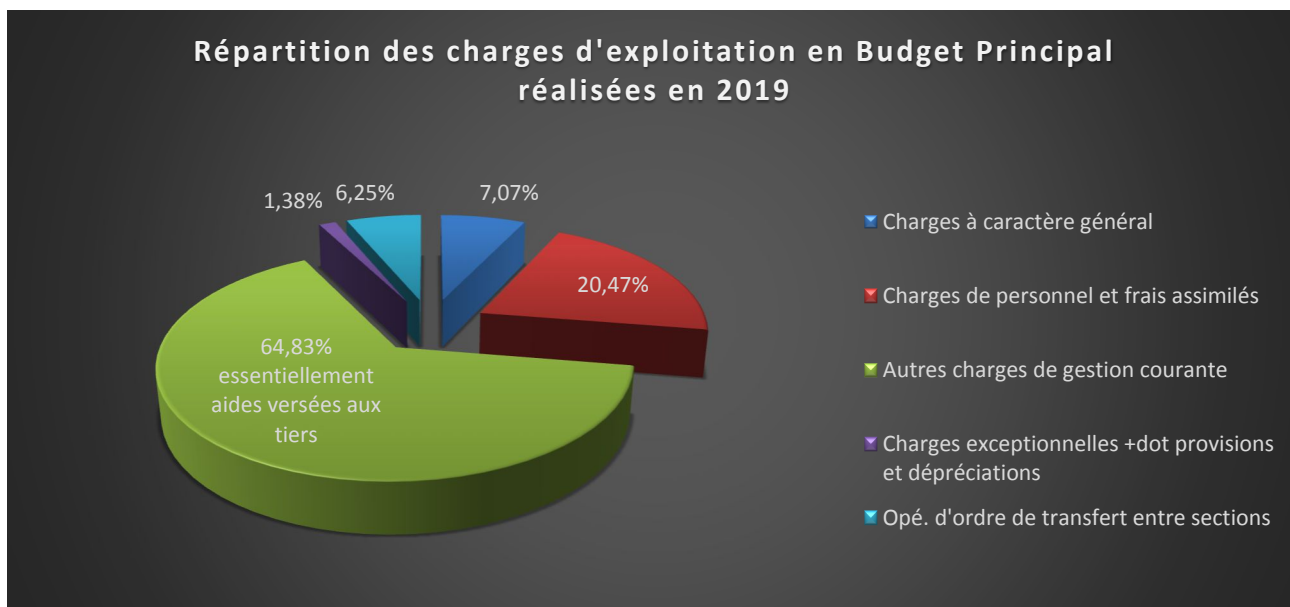
➤ Au titre du Budget Annexe (FEADER) :

- Un total de titres émis de : 19 494 564,96 €
- Un total de mandats émis de : 19 494 564,96 €
- D'où un résultat de la section de : 0,00 €

I.1) Les dépenses de fonctionnement au titre du Budget Principal (Interventions et fonctionnement propre)

Le total mandaté des dépenses s'élève à environ 38,4 M€ soit un taux de réalisation global de 90,04 % des prévisions budgétaires et en y intégrant les restes à réaliser celui-ci se fixe à 92,64 %.

Ces dépenses se répartissent comme suit :

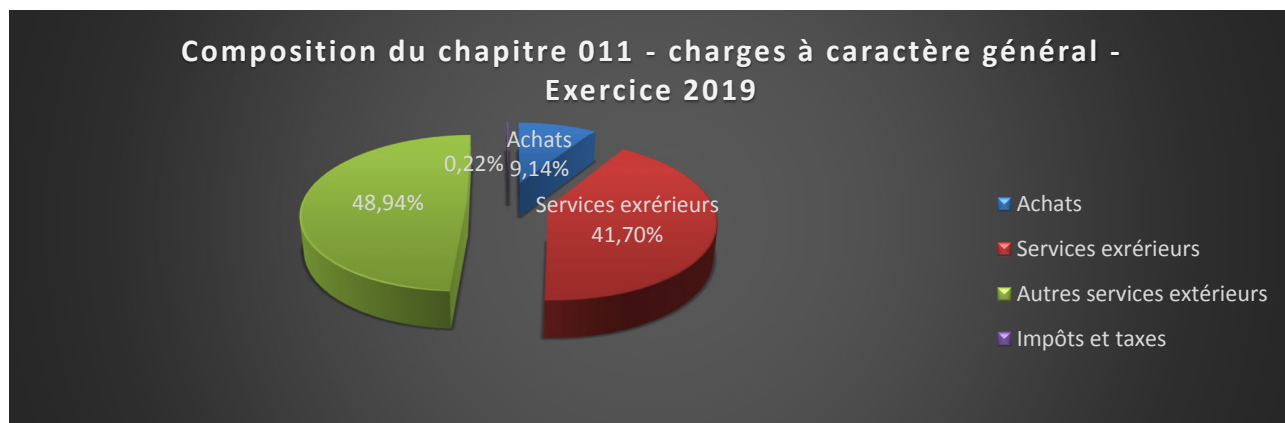


❖ Chapitre 011 - Les charges à caractère général : 2 713 694,46 €

Ce chapitre de dépenses s'affiche à 2 713 694,46 € contre 2 663 748,96 € en 2018. Les dépenses de ce chapitre enregistrent une hausse globale modérée de 1,88 % par rapport à l'exercice précédent.

Son taux de réalisation budgétaire au titre de l'exercice s'établit à 68,62 % des crédits inscrits et avec les restes à réaliser ce taux se hisse à 96,67 %.

Il se décompose comme ci-après :

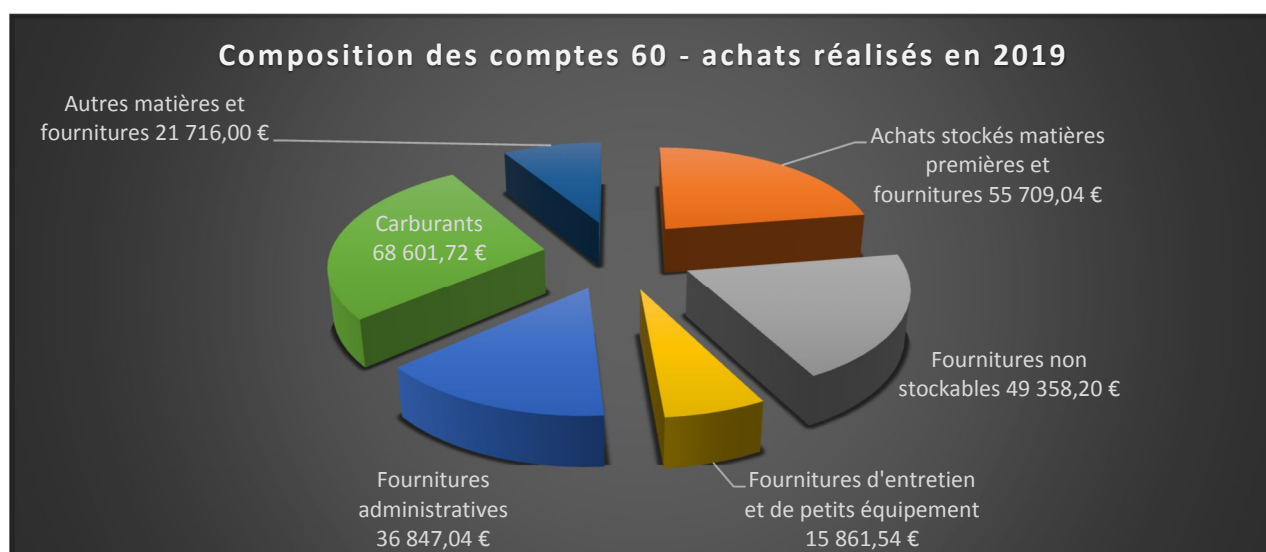


• Comptes 60 - Achats : 248 093,54 €

Les dépenses liées aux achats ont atteint 92,46 % des prévisions et en y ajoutant les restes à réaliser ce taux se fixe à 94,96 %.

On constate un accroissement de 26 478,93 € par rapport aux exécutions 2018. Cette variation s'explique par une hausse des achats de fournitures agricoles à hauteur de 12 398,12 € liées à une modification du protocole alimentaire du cheptel ovin à la station d'Altiani, et une progression de 11 534,16 € pour le poste « carburants et fluides » au regard notamment des déplacements des chargés de projets dans le cadre de leur mission de conseil et de développement. Quant aux autres dépenses, elles se sont accrues marginalement de 2 546,65 €.

Les comptes 60 - Achats se composent des éléments réalisés suivants :



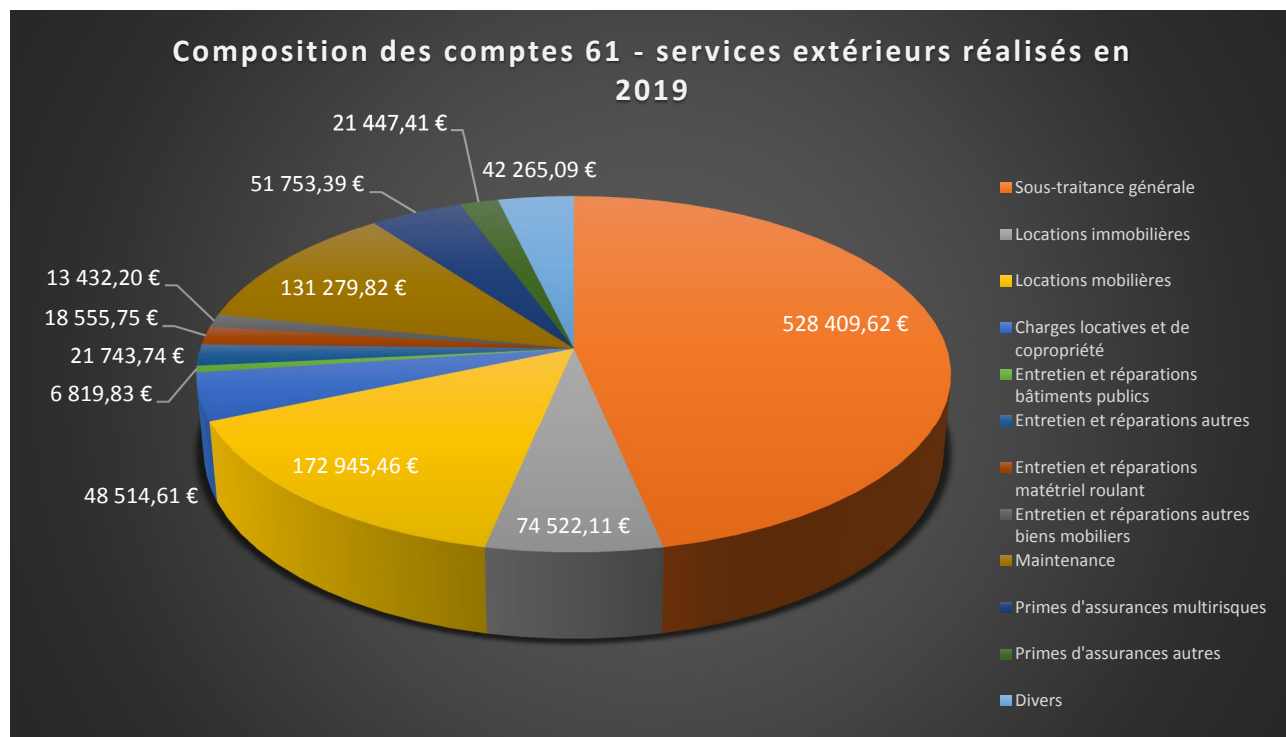
• Comptes 61 - Services Extérieurs : 1 131 689,03 €

Ce poste affiche une progression de 3,65 % par rapport à l'exercice 2018 soit 39 851,40 € en valeur, et son taux d'exécution au regard des opérations mandatées s'élève à 67,42 %. En y intégrant les restes à réaliser ce taux d'exécution atteint 97,96 % des prévisions budgétaires.

Ce constat s'explique principalement par l'augmentation de la réalisation d'opérations de sous-traitance liées aux actions de promotion de l'agriculture corse (+ 28 425,19 €), par l'accroissement du poste « divers » (+ 22 275,53 €) se rapportant aux frais de colloques, de séminaires et de conférences, par l'augmentation du poste « maintenance » (+ 17 297,69 €) liée à des opérations informatiques obligatoires, par le rehaussement du poste locations mobilières et immobilières (+ 11 100,14 €), et par la réduction significative du poste « entretien réparations/matériels roulant (- 49 477,42 €).

Ces postes expliquent à eux seuls environ les ¾ de la variation.

L'ensemble des dépenses des comptes 61 se décline comme suit :



On relèvera que les dépenses de sous-traitance générale et de locations mobilières représentent en proportion 90,79 % des restes à réaliser issus du poste.

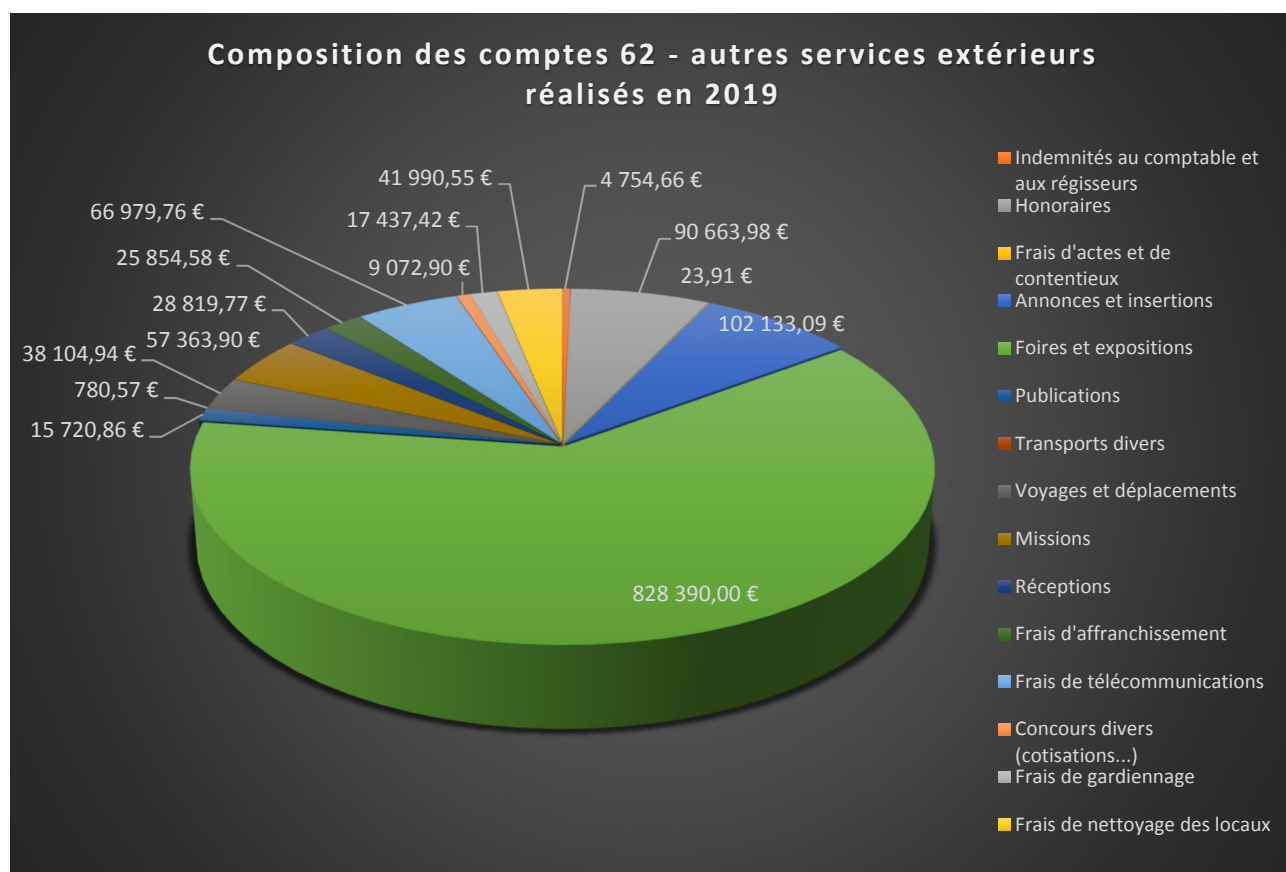
• Comptes 62 - Autres services extérieurs : 1 328 090,89 €

Les dépenses des comptes 62 - Autres services extérieurs atteignent 66,54 % des autorisations budgétaires et en y rattachant les restes à réaliser, ce taux atteint 96,11 % des crédits inscrits.

Les dépenses mandatées comprennent notamment les honoraires pour 90 663,98 €, les annonces et insertions pour 102 133,09 €, les frais de foires et expositions atteignant 828 390,00 €, les frais de télécommunications se fixant à 66 979,76 € et les frais de missions à hauteur de 57 363,90 €.

L'ensemble de ces dépenses représente 86,25 % du total du poste « Autres services extérieurs ».

Ci-dessous la structure détaillée des comptes 62 - Autres services extérieurs en termes de réalisations.



Ce poste, en termes de réalisations, diminue globalement de 12 927,07 € par rapport à l'exercice 2018. Ceci est dû essentiellement au fait que les dépenses de publications se sont réduites de 133 K€. Cette réduction a été compensée par une hausse notable des dépenses de foires et exposition (+81 K€) fortement impactées par l'organisation du Salon International de l'Agriculture, et dans une moindre mesure par un accroissement des frais de mission (+19 K€) liés aux actions de développement, des frais d'honoraires (+9 K€) au regard de litiges et contentieux, des frais de télécommunications (+6 K€), et de gardiennage (+5 K€) dans le cadre du maintien de la sécurité des systèmes d'informations et des sites, exigibles notamment au titre des missions d'Organisme Payeur des aides FEADER.

On relèvera que les frais d'annonces et insertions, de foires et expositions, et de publications représentent en proportion 96,45 % des restes à réaliser issus du poste.

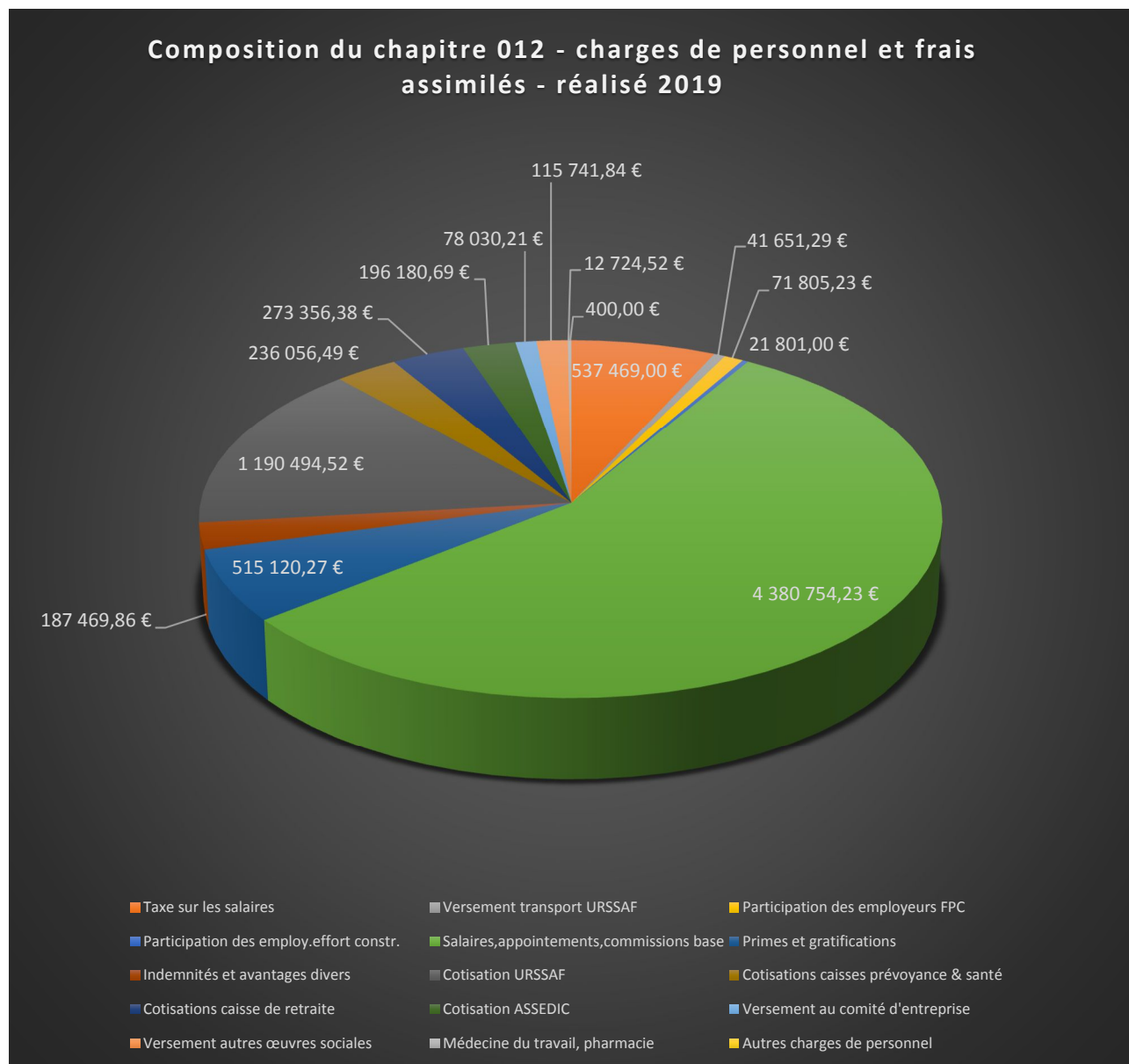
• **Comptes 63 - Impôts et taxes (comptes 635) : 5 821,00 €**

Ce poste concerne les taxes relatives à la détention de foncier, de véhicules de société et divers droits d'enregistrement. Ces dépenses sont réalisées à hauteur de 48,51 % du budget, et se réduisent de 3 457,76 € par rapport à 2018.

❖ Chapitre 012 - Les charges de personnel et frais assimilés : 7 859 055,53 €

Les dépenses de ce chapitre se fixent à 7 859 055,53 €. Elles ont été réalisées à 89,97 % des prévisions budgétaires.

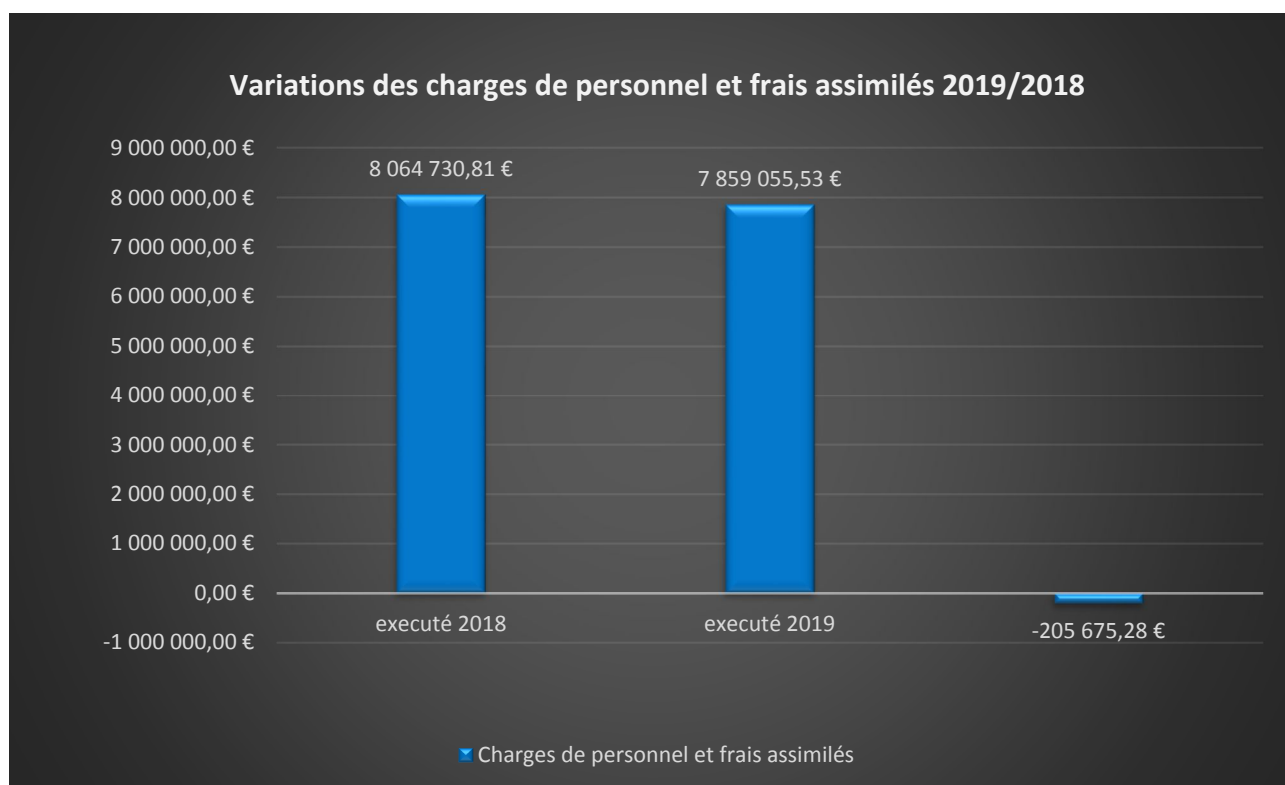
Elles se déclinent comme suit :



Les charges de personnel et frais assimilés représentent 20,47 % du total des dépenses de la section d'exploitation au titre du Budget Principal. En y intégrant les dépenses de la section d'exploitation relevant du Budget Annexe, elles représentent 13,58 % du total des dépenses de la section tous budgets confondus.

Ces charges ont globalement diminué de 2,55 %, soit de 205 675,28 € en valeur par rapport à l'exercice 2018. Cette variation s'explique par :

- ✓ Une légère diminution des rémunérations brutes à hauteur de 24 K€, notamment liée au départ de 4 salariés à la retraite (dont 2 cadres supérieurs) en 2018, qui ont été remplacés en 2019 par des salariés ayant un niveau de rémunération moins important.
- ✓ Une baisse de 208 K€ des cotisations patronales Urssaf qui ont été fortement impactées par le changement du taux global (maladie, invalidité, décès), qui est passé de 13% en 2018 à 7 % en 2019.
- ✓ Un accroissement de la couverture prévoyance et santé à hauteur de + 32 K€ au regard de garanties supérieures par rapport aux contrats antérieurs.
- ✓ Une réduction de 12 K€ au titre des cotisations auprès des caisses de retraite.
- ✓ Une augmentation marginale de 6 K€ relative aux œuvres sociales et autres cotisations.



• **Comptes 63 - Impôts et taxes (comptes 631 et 633) : 672 726,52 €**

Ce poste est constitué des impôts et taxes assis sur les salaires à savoir les contributions relatives à la taxe sur les salaires, à la formation professionnelle continue, à l'effort à la construction, et au transport - Urssaf.

Les dépenses de ce poste sont réalisées à hauteur de 90,54 % du budget et elles sont restées stables en comparaison des dépenses réalisées en 2018.

- **Comptes 64 - Charges de personnel : 7 186 329,01 €**

Les charges de personnel regroupent :

➤ **Les rémunérations brutes**

Elles se fixent à 5 083 344,36 € et représentent dans l'exercice 93,51 % du budget, soit une sous-réalisation de 353 K€ au regard des prévisions budgétaires. Cette sous-exécution s'explique par les éléments suivants :

- Une sous-réalisation de 249 K€ liée aux effectifs du personnel en emploi permanent, dont :
 - ✓ 137 K€ imputables aux 3 départs à la retraite budgétés mais non réalisés au cours de l'exercice (impact des indemnités de départ à la retraite + versements des droits liés aux comptes épargne temps) ;
 - ✓ 69 K€ relatifs aux 3 postes non encore pourvus sur les 8 postes budgétés, et au décalage entre les dates d'entrées prévisionnelles et réelles des agents nouvellement recrutés ;
 - ✓ 43 K€ afférents au réajustement de charge à payer sur congés payés 2018 (15 K€) et autres (28 K€).
- Une sous-réalisation de 80 K€ se rapportant aux effectifs du personnel en emploi non permanent, à savoir des rémunérations liées aux embauches prévues mais non pourvues (environ 1,1 ETP) et des charges à payer pour indemnité de précarité et sur congés payés budgétés et non réalisés dans l'exercice.
- Une sous-exécution de 24 K€ concernant les apprentis, dont 22 K€ de rémunérations liées au décalage entre les dates d'entrées prévisionnelles et réelles des nouveaux entrants (environ 0,7 ETP) et 2 K€ de charge à payer sur congés payés budgétés et non réalisés en 2019.

➤ **Les charges sociales et fiscales patronales associées**

Elles s'établissent à 2 102 984,65 € et ont été exécutées à hauteur de 82,28% du budget prévu en 2019. Cette sous-exécution budgétaire de 453 K€ s'explique principalement par les éléments infra :

- Le taux de cotisation patronale d'assurance maladie/invalidité/décès a été budgété à hauteur de 13% contre un taux réalisé de 7%.
- Les postes non pourvus concernant les effectifs du personnel en emploi permanent ainsi qu'en emploi non permanent tels que déclinés supra.
- Des recrutements en personnel dont les dates d'entrée dans l'établissement ont été plus tardives que celles prévues, en lien notamment avec les délais inhérents aux procédures d'embauche qui s'appliquent à l'Office.
- La hausse du volume des remboursements sur rémunérations par la sécurité sociale et les caisses de prévoyance entraînant mécaniquement une réduction de l'assiette des cotisations sociales par rapport aux prévisions.

❖ **Chapitre 65 - Les autres charges de gestion courante : 24 893 700,75 €**

Les charges de gestion courante se composent :

• **Des charges de gestion courante - hors interventions : 32 459,67 €**

Ce poste regroupe des redevances versées pour concessions, brevets, licences procédés ainsi que des droits et valeurs similaires, des indemnités et frais de mission des élus, des pertes sur créances irrécouvrables et des charges diverses de gestion courante.

Les dépenses liées à ce poste se fixent à hauteur de 32 459,67 € et représentent 41,09% du budget prévu. La sous-réalisation de 46 K€ est imputable à l'exécution partielle de la redevance pour licence du système de réservation relevant du programme Terragir 3 (-17 K€), des indemnités des élus (- 4 K€) ainsi qu'à l'absence de pertes sur créances irrécouvrables (-25 K€) par rapport aux prévisions.

Par rapport à l'exercice 2018, les dépenses réalisées se réduisent de 464 642,27 €. En effet l'année 2018 a été impactée par des pertes sur créances irrécouvrables notables, et par une charge liée à une opération spécifique de la Collectivité de Corse, éléments que l'on ne retrouve pas en 2019.

• **Des charges de gestion courante - interventions : 24 861 241,08 €**

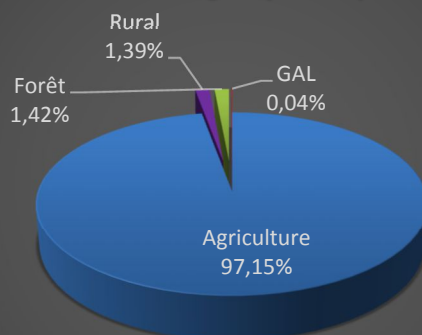
Ces dépenses sont principalement constituées des aides mandatées par l'office dans le cadre du Budget Principal à destination des exploitants agricoles, des organismes de développement et autres.

Les aides atteignent 94,87 % des prévisions sur l'exercice et s'accroissent en valeur de 2 198 943,56 € sous l'impulsion essentielle du versement des aides relatives aux exploitations agricoles bénéficiant d'achats groupés (Top Up CdC), des contributions à l'installation et à la formation des jeunes agriculteurs (Top Up CdC et Etat), des subventions liées à la promotion des produits locaux (CdC), des aides au titre des projets collectifs de filières (Hors FEADER et hors Top Up CdC), des Mesures Agro Environnementales et Climatiques, des Contrats de Conversion et de Maintien en Agriculture Biologique (FEADER CdC et Etat).

A noter qu'au titre du versement des ICHN, le niveau de réalisation en 2019 est plus faible qu'en 2018. En effet l'Office a versé en 2019 le solde de la campagne ICHN 2018 et l'acompte de 68% de la campagne 2019 contre des versements en 2018 de 100% de la campagne ICHN 2017 et l'acompte de 75% de la campagne ICHN 2018.

Les aides au titre du Budget Principal - section d'exploitation qui s'élèvent à 24 861 241,08 € et mettant en œuvre les crédits en provenance de l'Etat, et de la Collectivité de Corse sont détaillées infra :

Répartition par secteur d'activité des interventions mandatées au titre du budget principal 2019



➤ Volet « Agriculture » : 24 153 111,27€

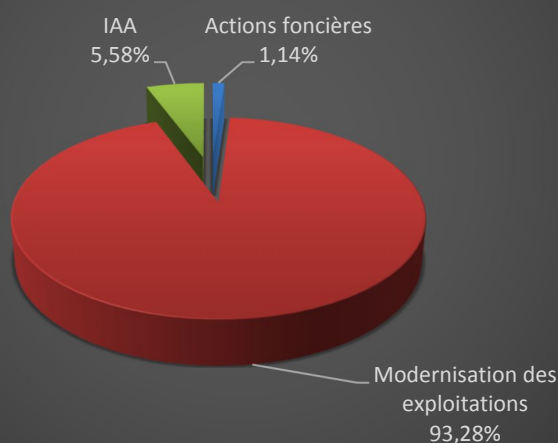
• Recherche et transfert de technologie : 2 550 496,11 €

✓ Projets collectifs de filières (PDA 1) : 2 550 496,11 €

• Adaptation de l'appareil de production - transformation : 11 007 679,50 €

✓ Actions foncières : 125 145,38 €
✓ Industries Agro-Alimentaires : 614 416,66 €
✓ Modernisation des exploitations : 10 268 117,46 €

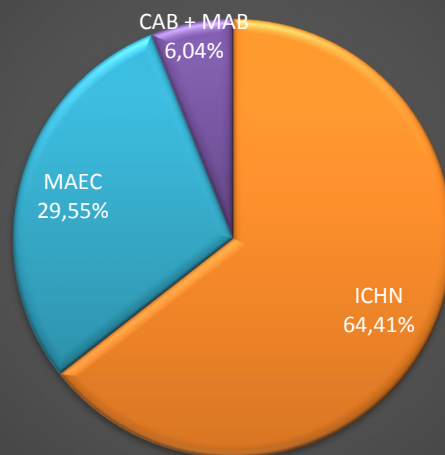
Poids des mesures au titre de l'adaptation de l'appareil de production-transformation-Exercice 2019



• **Aides de masse : 5 611 923,37 €**

✓ Indemnité compensatoire aux handicaps naturels :	3 614 713,11 €
✓ Mesures agro environnementales et climatiques :	1 658 100,24 €
✓ Conversion et Maintien Agriculture Biologique :	339 110,02 €

Composition des aides surface - Exercice 2019



• **Maîtrise de la qualité : 1 022 078,61 €**

✓ Produits sous signes de qualité officiels (PDA2) :	1 022 078,61 €
--	----------------

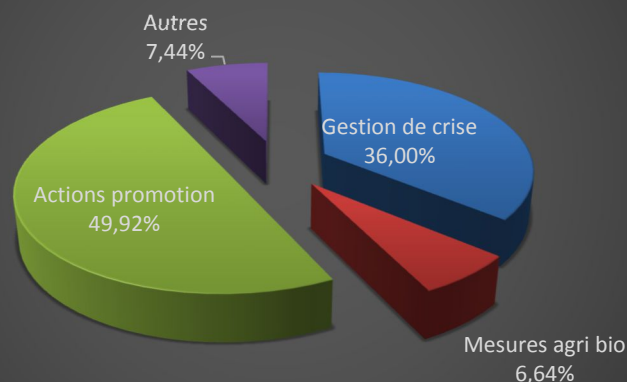
• **Installation - formation : 1 856 378,01 €**

✓ Installation et formation des agriculteurs :	1 856 378,01 €
--	----------------

• **Aides spécifiques : 2 104 555,67 €**

✓ Dispositif de gestion de crise :	757 708,47 €
✓ Mesures agri biologiques :	139 758,29 €
✓ Actions de promotion :	1 050 595,43 €
✓ Autres :	156 493,48 €

Poids des mesures composant les aides spécifiques-Exercice 2019

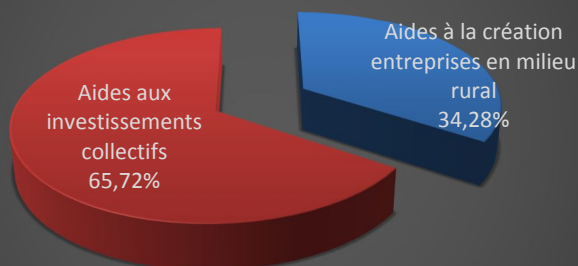


Volet « Rural » : 344 887,42 €

- **Aides en faveur du rural : 344 887,42 €**

✓ Aides à la création d'entreprises en milieu rural :	118 220,39 €
✓ Aides aux investissements collectifs :	226 667,03 €

Poids des mesures relatives aux aides en faveur du rural - Exercice 2019

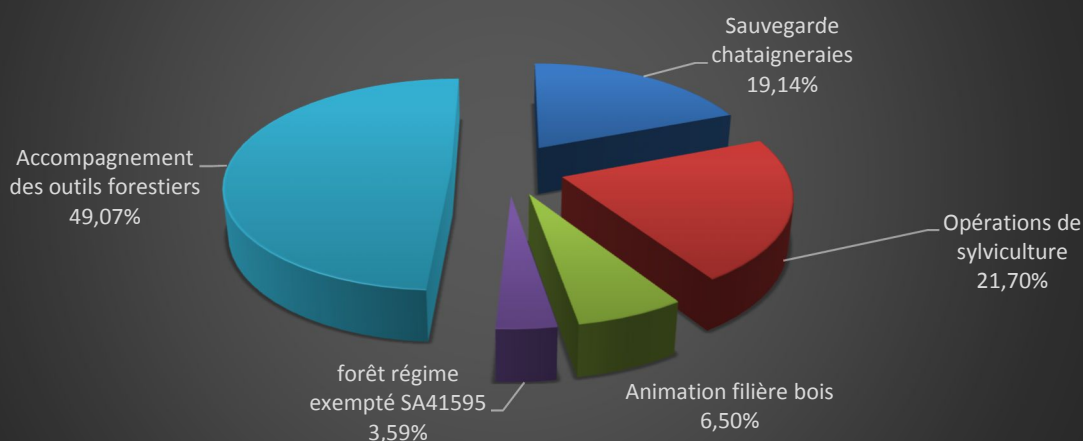


➤ Volet « Forêt » : 354 049,53 €

- **Infrastructures, Aménagements, Animation : 354 049,53 €**

✓ Aménagement forestiers - sauvegarde châtaigneraies :	67 779,82 €
✓ Opérations de sylviculture :	76 838,07 €
✓ Animation filière Bois :	22 960,00 €
✓ Forêt régime exempté SA41595 :	12 722,22 €
✓ Accompagnement des outils forestiers :	173 749,42 €

Poids de chaque mesure forestière au sein du registre "Forêt" - Exercice 2019



➤ **Autres : 9 192,86 €**

• Groupements d'action locale :	9 192,86 €
---------------------------------	------------

❖ Chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 530 111,54 €

Ce chapitre concerne essentiellement le montant des charges dans le cadre de programmes d'aides, au bénéfice des financeurs nationaux suite à émission d'ordres de reversement et qui s'établit à 431 409,72 € pour l'exercice 2019. A cela s'ajoutent la contribution statutaire de l'Office au fonctionnement du SMAC pour 50 000 € et des dépenses associées aux pénalités, litiges et contentieux pour 29 474,00 €.

Ce chapitre atteint 49,18 % des prévisions. Cette sous-réalisation budgétaire de 548 K€ s'explique par un niveau de réalisation moindre des restitutions à destination des financeurs nationaux suivant les ordres de reversement émis envers les bénéficiaires d'aides (- 270 K€), par des annulations d'ordres de versement (mesures DJA) dont l'exécution a été reportée (- 273 K€), et par diverses opérations (- 5 K€).

❖ Chapitre 68 - Dotations aux provisions et dépréciations : 492,07 €

Ce chapitre affiche les dotations aux dépréciations des créances réalisées à hauteur de à 492,07 €. Le taux d'exécution s'établit à 9,84% des prévisions budgétaires.

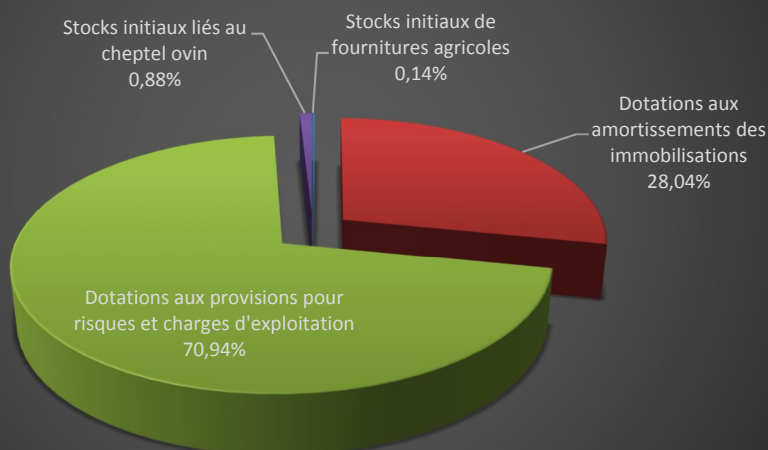
❖ Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 2 400 943,22 €

Réalisé à 93,29% des prévisions budgétaires, ce poste progresse de 1 603 657,03 € par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par la constitution d'une dotation aux provisions pour le financement du Compte Epargne Temps lors de cet exercice.

Ce chapitre se compose :

- ✓ Des stocks initiaux de fournitures agricoles pour 3 346,71 €,
- ✓ Des dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation pour 1 703 223,18 €,
- ✓ Des dotations aux amortissements des immobilisations pour 673 296,31 €,
- ✓ Des stocks initiaux liés au cheptel ovin détenu à la station d'Altiani pour 21 077,02 €.

**Composition du chapitre 042 - dépenses d'exploitation -
Exercice 2019**



❖ Les restes à réaliser en dépenses : 1 109 723,60 €

Les restes à réaliser en dépenses correspondant à des dépenses engagées non mandatées, et qui n'ont pas donné lieu à rattachement, s'établissent à 1 109 723,60 €.

Ils se déclinent comme suit au titre du chapitre 011- Charges à caractère général :

- **Comptes 60 : 6 722,14 €**

Il s'agit des achats de fournitures d'entretien et de petits équipements (6 060,85 €) ainsi que des autres achats de fournitures (661,29 €).

- **Comptes 61 : 512 684,35 €**

Ils se rapportent aux dépenses de locations mobilières (295 163,49 €), de sous-traitance générale (170 283,27 €), d'entretien, de réparations et de maintenance (28 843,87 €), de primes d'assurances (11 908,80 €) et divers (6 484,92 €).

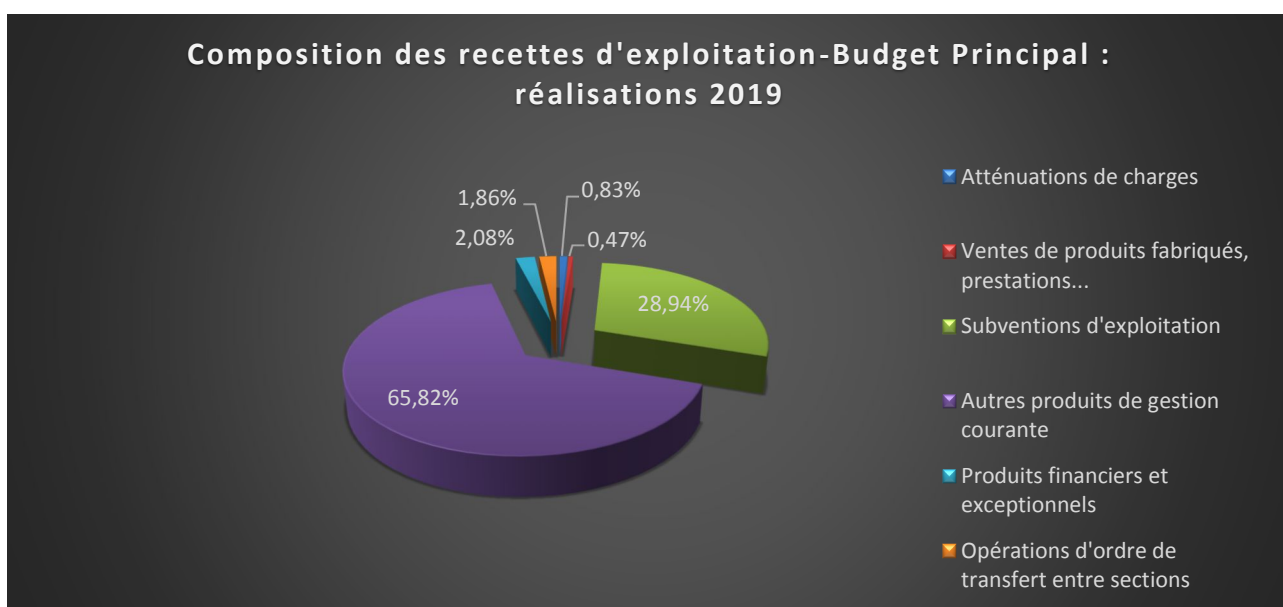
- **Comptes 62 : 590 317,11 €**

Ils concernent les dépenses d'honoraires (19 197,59 €), d'annonces et d'insertions (10 729,02 €), de foires et d'expositions (481 570,74 €), de publications (77 082,66 €), de voyages, de déplacements et de missions (1 103,22 €), de frais de télécommunications (131,56 €), et de frais de nettoyage des locaux (502,32 €).

I.2) Les recettes de fonctionnement au titre du Budget Principal (Interventions et fonctionnement propre)

Le total des recettes s'élève à environ 37,77 M€ soit un taux de réalisation de 94,43 % des prévisions budgétaires.

Elles se composent des chapitres suivants :



❖ Chapitre 013 - Atténuations de charges : 313 624,31 €

Ce poste exécuté au-delà des prévisions budgétaires (+ 137,6 K€) augmente de 112 866,64 € par rapport à 2018. Il s'agit de remboursements de rémunérations suite aux absences de personnel (Maladie, maternité, accident de travail...). On notera que ce poste est significativement impacté par les maladies de longue durée.

❖ Chapitre 70 - Les ventes de produits et prestations de services : 176 076,97 €

Ce chapitre se compose des mises à disposition de personnel au profit du Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse et du Syndicat mixte du Grand Site de Conca d'Oru pour 131 366,84 €, des ventes d'ovins, de lait et de fourrage pour 36 194,75 € et diverses prestations à hauteur de 8 515,38 €.

Il connaît une hausse de 31 909,55 € au regard de l'exercice 2018, principalement liée aux refacturations de mise à disposition de personnel.

Les ventes de produits et prestations de services ont été réalisées à hauteur de 66,7 % des prévisions budgétaires. La sous-réalisation de 88 K€ par rapport aux prévisions budgétaires est imputable à la mise à disposition de personnel (- 69 K€) au vu de l'arrêt de travail pour maladie du personnel mis à disposition au profit du SMAC remplacé par un autre cadre de l'Office seulement à partir du 1^{er} novembre 2019, et d'autre part d'un niveau de réalisation moindre des ventes de produits animaux (-19 K€).

❖ Chapitre 74 - Subventions d'exploitation : 10 929 631,67 €

Réalisé à 95,69% des prévisions budgétaires, ce poste diminue de 1 076 412,53 € par rapport à l'exercice précédent considérant que ce dernier avait fait l'objet d'une accélération significative dans la justification des programmes d'études pilotés par l'Office et financés notamment par la Collectivité de Corse.

Ce chapitre se compose :

- De la dotation de fonctionnement pour 8 979 000,00 € octroyée à l'Office par la Collectivité de Corse.

- Des dotations spécifiques pour 1 950 631,67 €, soit :

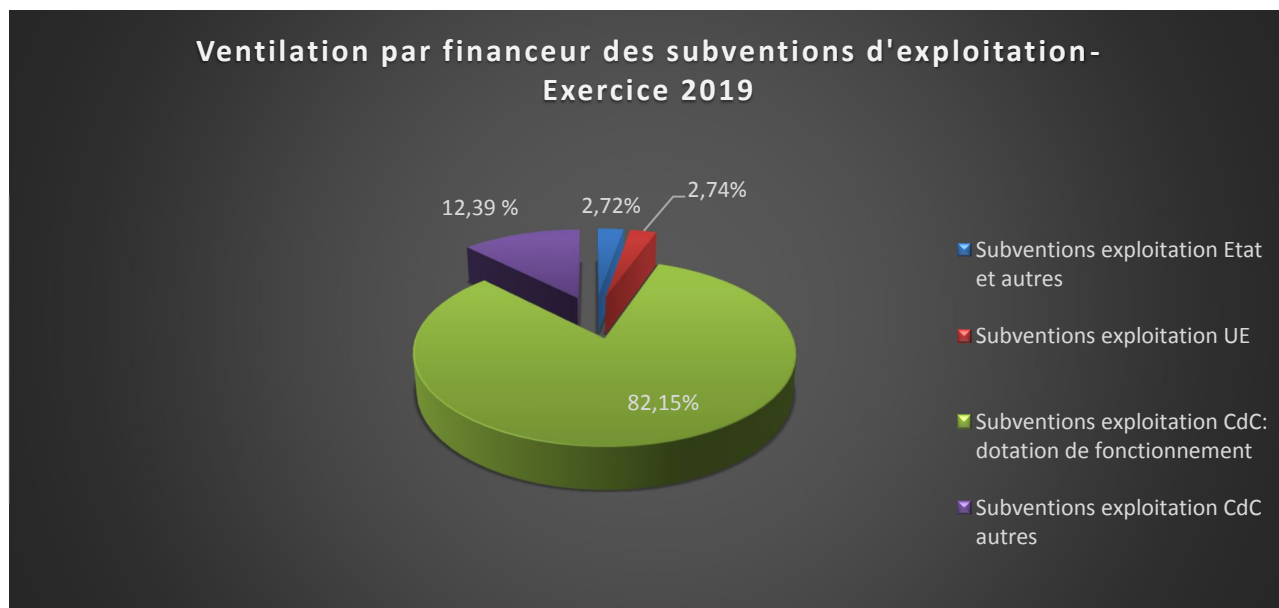
✓ 297 124,17 € au titre de l'Etat et autres, à savoir :

271 842,00 € de dotation liée aux missions transférées par l'Etat à l'Office de l'ex-Cnasea,
13 437,55 € d'aides PAC,
6 886,00 € relevant de la convention ODARC/APCA,
4 627,78 € de l'ANRT concernant le contrat CIFRE,
330,84 € en provenance de l'AGEFIPH.

✓ 1 353 592,50 € au titre de la Collectivité de Corse dont :

550 000,00 € relevant de la gestion du Salon International de l'Agriculture,
415 992,95 € afférents à l'animation de la Route des Sens Authentiques,
255 602,48 € relatifs aux actions de promotion de l'agriculture corse,
131 997,07 € inhérents au financement de la campagne de contrôle SIGC.

- ✓ 299 915 € en provenance de l'Union Européenne au titre de l'Assistance Technique FEADER pour les missions d'Organisme Payeur assurées par l'Office.



❖ **Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante dont interventions :
24 861 243,02 €**

En lien direct avec les opérations d'interventions déclinées au chapitre 65, ce poste exécuté à hauteur de 94,87% concerne les droits à recettes émis envers la Collectivité de Corse, l'Etat et d'autres partenaires financiers nationaux. Ces recettes garantissent la couverture des opérations d'interventions relevant du budget principal, et dont les mises en paiement dans le cadre des différents programmes d'aides, sont assurées par l'Office au bénéfice de tiers.

❖ **Chapitre 76 - Produits financiers : 132,06 €**

Ils atteignent 132,06 € pour 1000 € de recettes prévues au budget. Il s'agit d'intérêts de retard calculés sur les ordres de reversement suivant leur recouvrement intégral auprès des bénéficiaires d'aides, exigibles dans le cadre des contributions nationales au programme FEADER, et destinés à être rétrocédés aux financeurs concernés.

❖ **Chapitre 77 - Produits exceptionnels : 785 709,94 €**

Les produits exceptionnels se composent essentiellement d'ordres de reversement en principal émis à l'égard de bénéficiaires de subvention pour 431 277,66 € et d'autres produits exceptionnels pour un montant de 354 432,28 €.

Par comparaison à l'exercice 2018, ce poste décroît de 32 098,26 €. De plus, les recettes ont été réalisées à hauteur de 76,3 % des prévisions budgétaires, considérant le report d'annulations d'ordres de versement sur l'exercice 2020 entraînant la neutralisation des charges à payer envers les financeurs concernés, et l'émission d'ordres de reversement au titre des mesures HSI GC (DJA, Modernisation), à un niveau moindre que celui prévu initialement, lié à des retards d'ordre administratif.

❖ **Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 703 365,45 €**

Ces opérations demeurent dans la même épure de réalisation que l'exercice précédent, et affichent un taux d'exécution budgétaire de 78,44 %.

Elles se composent :

- ✓ Des stocks finaux de fournitures agricoles à hauteur de 5 620,40 € relevant d'aliments pour le cheptel ovin situé à la station d'Altiani.
- ✓ Des stocks finaux liés au cheptel ovin valorisés à hauteur de 21 741,36 €.
- ✓ D'une reprise sur provisions pour risques et charges d'exploitation s'élevant à 26 000 € suite au règlement d'un litige au titre du secteur « Ressources Humaines » durant l'exercice.
- ✓ De quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat pour 650 003,69 €.

I.3) Les dépenses d'exploitation au titre du Budget Annexe FEADER

Essentiellement composées des aides versées aux tiers, le total des dépenses d'exploitation diminue de 4,3 M€ par rapport à 2018, et s'élève à 19,49 M€ soit un taux de réalisation de 88,87 % des prévisions budgétaires.

Concernant les interventions, elles se réduisent de 4 M€. Cette diminution s'explique par l'impact de la mesure ICHN (- 8 M€), considérant que les versements en 2019 (solde de la campagne ICHN 2018 + l'acompte de 68% de la campagne 2019) sont inférieurs à ceux de 2018 (100% de la campagne ICHN 2017 + l'acompte de 75% de la campagne ICHN 2018). En revanche les mesures agro-environnementales et en agriculture biologique se sont accrues de 2,7 M€ ainsi que celles relatives à la modernisation des exploitations qui ont progressé de 1,3 M€.

❖ **Chapitre 65 - Les autres charges de gestion courante - interventions : 19 435 133,45 €**

Ce chapitre se compose d'aides versées au titre des crédits UE-FEADER, celles-ci sont exécutées à hauteur de 90,69 % des prévisions budgétaires, et s'établissent à 19 435 133,45 €.

Il se décline comme suit :

➤ **Volet « Agriculture » : 5 198 752,33 €**

• **Adaptation de l'appareil de production - transformation : 4 074 025,47 €**

- ✓ Modernisation des exploitations : 3 734 692,80 €
- ✓ Industries Agro-Alimentaires : 339 332,67 €

• **Installation - formation - échanges : 1 124 726,86 €**

- ✓ Dotation Jeunes Agriculteurs : 1 082 375,00 €
- ✓ Formation : 6 808,43 €
- ✓ Echanges : 35 543,43 €

➤ **Volet « Forêt » : 144 617,83 €**

✓ Sauvegarde des châtaigneraies :	67 779,77 €
✓ Opérations de sylviculture :	76 838,06 €

➤ **Volet « Rural » : 457 465,56 €**

✓ Entreprises en milieu rural :	79 687,19 €
✓ Services de base :	377 778,37 €

➤ **Volet « Aides surface » : 13 498 894,41 €**

✓ Indemnité compensatoire aux handicaps naturels :	10 844 114,03 €
✓ Mesures agro environnementales et climatiques :	1 637 450,63 €
✓ Conversion et Maintien en Agriculture Biologique :	1 017 329,75 €

➤ **Volet « Autres » : 135 403,32 €**

✓ Groupes d'Action Locale :	73 542,86 €
✓ Actions Foncières :	31 695,23 €
✓ Diversification agricole :	22 433,81 €
✓ Aménagements agro-pastoraux :	7 731,42 €

❖ **Chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 59 431,51 €**

Il concerne essentiellement des opérations de reversement à destination des bailleurs de fonds institutionnels en relation avec la Commission Européenne, suite aux demandes de remboursement réalisées auprès de bénéficiaires de subvention n'ayant pas respecté leurs obligations.

Ce chapitre est en diminution de 248 955,92 € par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses sont réalisées à hauteur de 12,38 % des prévisions budgétaires. Ce faible taux de réalisation est lié d'une part au report d'annulations d'ordres de versement sur l'exercice 2020 entraînant la neutralisation des charges à payer envers les financeurs concernés, et d'autre part à l'émission d'ordres de reversement au titre des mesures HSIAGC, à un niveau bien inférieur à celui prévu du fait de retards d'ordre administratif. On précisera que ces opérations liées aux ordres de reversement en dépenses sont neutres au niveau du résultat de fonctionnement et bien évidemment aussi au titre de l'équilibre budgétaire.

I.4) Les recettes d'exploitation au titre du budget annexe FEADER

Le total des recettes d'exploitation s'élève à 19,49 M€ soit un taux de réalisation de 88,87 % des prévisions budgétaires, en lien immédiat avec le niveau de réalisation des dépenses décrit au point I.3.

❖ Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante - Interventions : 19 435 133,45 €

Ce chapitre concerne les recettes résultant des appels de fonds réalisés auprès de l'ASP-MCFA et qui permettent de couvrir le paiement des aides relevant du Budget Annexe - FEADER, réalisées au bénéfice de tiers au titre de l'exercice 2019 dans le cadre du PDRC 2014-2020.

Réalisé à 90,69% des prévisions budgétaires, ce chapitre a diminué de 4 M€ entre 2019 et 2018 du fait d'un montant d'Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels moindre à payer au regard des différentes campagnes exécutées par exercice.

❖ Chapitre 76 - Produits financiers : 88,33 €

Sur un total prévu de 1000 € les produits financiers ont atteint 88,33 €. Le principe consiste à calculer les intérêts de retard sur les ordres de reversement suivant leur recouvrement intégral auprès des pétitionnaires, prévus dans le cadre de la contribution européenne au programme FEADER, et destinés à être reverser à cette dernière via l'Etat membre.

❖ Chapitre 77 - Produits exceptionnels : 59 343,18 €

Il concerne pour l'essentiel les ordres de reversement émis envers les bénéficiaires d'aides qui n'ont pas respecté leurs obligations ou qui sont liés à des conditions contractuelles.

Ce poste diminue de 331 431,95 € par rapport à 2018 et son taux de réalisation se fixe à 11,77 %. Le faible taux de réalisation des produits exceptionnels trouve son explication dans les arguments développés concernant les dépenses exceptionnelles exposées ci-dessus. Pour mémoire, ils ont trait d'une part au report d'annulation d'ordres de reversement entraînant une neutralisation des charges à payer envers les financeurs, et d'autre part aux retards administratifs pris dans l'émission d'ordres de reversement envers certains pétitionnaires n'ayant pas respecté leurs obligations contractuelles.

II. LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement présente pour l'exercice 2019 :

➤ Au titre du Budget Principal :

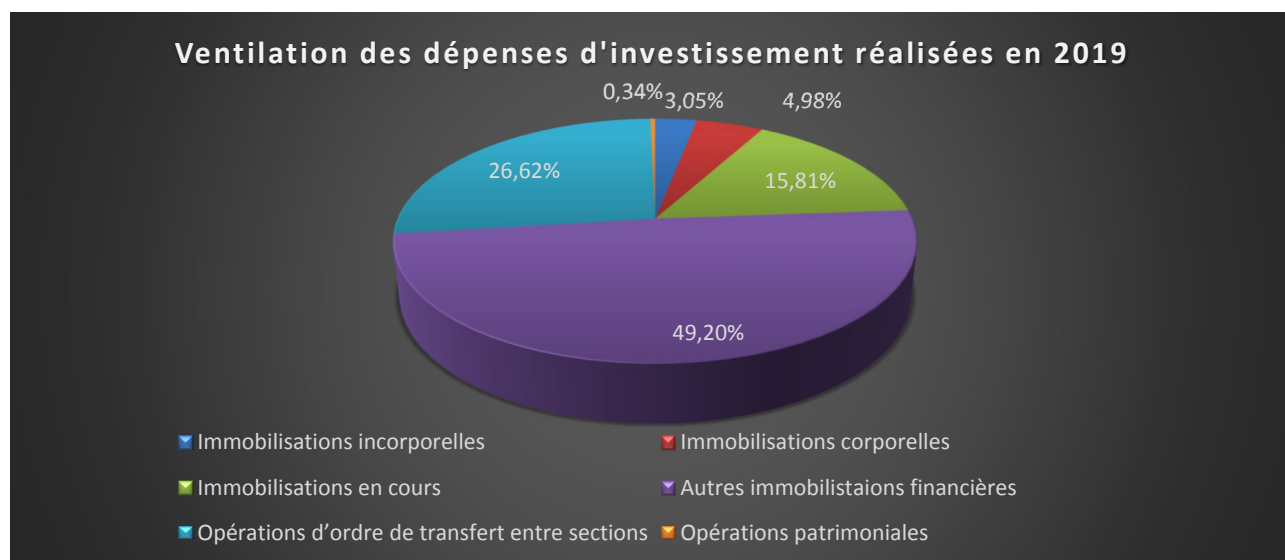
- Un montant total de titres émis de : 3 935 042,16 €
- Un montant total de mandats émis de : 2 642 039,59 €
Soit un solde d'exécution de : 1 293 002,57 €
- Des restes à réaliser en dépenses pour : 909 093,69 €
- Des restes à réaliser en recettes pour : 0,00 €

➤ Au titre du Budget Annexe (FEADER) : aucune opération en dépenses et en recettes.

II.1) Les dépenses d'investissement au titre du Budget Principal

Le total mandaté des dépenses s'élève à 2,6 M€ soit un taux de réalisation de 38,35 % des prévisions budgétaires et en y intégrant les restes à réaliser celui-ci se fixe à 51,55 %.

En augmentation de 1 459 637,09 € par rapport à 2018, les dépenses d'investissement se ventilent comme suit :



❖ Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles : 80 576,29 €

On rappelle qu'elles concernent les immobilisations qui ne sont ni corporelles ni financières en particulier les achats de logiciels. En augmentation de 55 807,65 € au regard de l'exercice 2018, elles enregistrent toutefois un taux d'exécution de 34,17 %, ce taux est porté à 48,57 % en y intégrant les restes à réaliser. Ces immobilisations sont significativement impactées par la mise en place du nouvel outil de gestion des ressources humaines.

La sous-réalisation budgétaire s'explique notamment par le report d'acquisition de solutions de sauvegarde, d'outils logiciels afférents au développement du site GEODARC, de trois marques bois de Corse accrédités par le COFRAC, et de serveurs Windows.

❖ Chapitre 21 - Immobilisations corporelles : 131 431,60 €

Les dépenses réalisées diminuent de 272 175,75 € par rapport à 2018 et représentent 12,86 % des prévisions budgétaires, ce taux étant porté à 23,95 % avec les restes à réaliser. La sous-exécution budgétaire y compris les restes à réaliser est imputable essentiellement :

- ✓ Au retard pris dans la réalisation de travaux d'aménagements et d'acquisitions de terrains dans les stations expérimentales (- 229 K€).
- ✓ A la non réalisation d'aménagements afférents à la signalétique de la Route des Sens Authentiques (- 200 K€).
- ✓ Au report d'acquisition de bureaux supplémentaires auprès de la SITEC (- 165 K€).
- ✓ A l'absence d'acquisition de matériels industriels spécifiques initialement prévus à la station d'Altiani (- 126 K€).
- ✓ Au décalage dans la mise en œuvre du projet d'adaptation de l'outil informatique à la nouvelle PAC 2021-2027 (- 106 K€).
- ✓ A la non acquisition de mobiliers de bureau (- 7 K€).
- ✓ A la sur-réalisation de travaux d'agencements et d'aménagements de constructions à la station d'Altiani (+ 56 K€).

❖ Chapitre 23 - Immobilisations en cours : 417 567,31 €

Ce chapitre s'accroît de 374 080,71 € à la lumière de l'année 2018, et a été exécuté à hauteur de 14,42 % des prévisions budgétaires, en y intégrant les restes à réaliser ce taux s'affiche à 40,74 %.

La faible exécution des immobilisations en cours est liée au report pour des raisons techniques du projet de rénovation et d'agrandissement du siège social de l'Office sur l'exercice 2020, et dont les crédits avaient été inscrits au Budget Supplémentaire 2019. Cette sous-exécution s'affichant à - 1,7 M€ y compris les restes à réaliser par rapport aux prévisions.

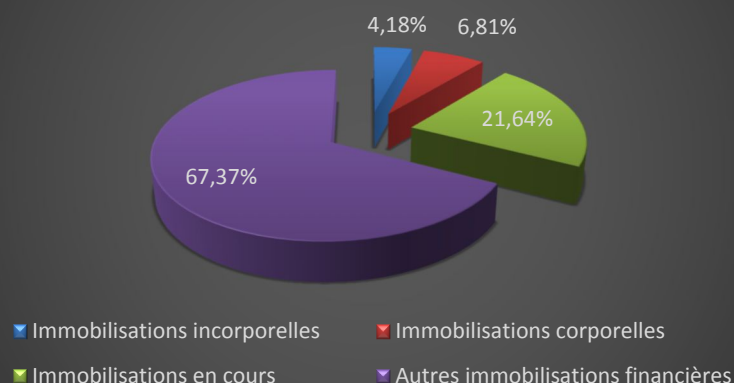
En revanche, on notera que les dépenses relatives aux aménagements de terrains ont atteint 100 % du budget en tenant compte des restes à réaliser.

❖ Chapitre 27 - Autres immobilisations financières : 1 300 000,00 €

Ce chapitre a été réalisé à 72,22 % des prévisions budgétaires. Il s'agit :

- ✓ D'opérations de fonds de financement à destination des jeunes agriculteurs permettant de contre-garantir des prêts bancaires et d'octroyer des prêts d'honneur. Le versement de ces fonds étant juridiquement soumis à un droit à retour concernant les opérateurs gestionnaires du fonds. Ces fonds ont été mobilisés à 100 % des prévisions budgétaires.
- ✓ De la gestion des fonds de financement pilotés par la CADEC qui ont été mobilisés à hauteur de 700 K€ sur les 1200 K€ prévus, et donc avec une moindre intensité au regard des besoins exprimés.

Composition des immobilisations réalisées sur l'exercice 2019



❖ Chapitre 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 703 365,45 €

Ce poste est resté stable par rapport à 2018. Les dépenses réalisées ont atteint 78,44 % des prévisions budgétaires. Il est constitué des stocks pour 27 361,76 €, des provisions pour litiges et contentieux à hauteur de 26 000 € et des quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat pour 650 003,69 €.

❖ Chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 9 098,94 €

Prévues à hauteur de 30 000 € et en augmentation de 2 705,34€ par rapport à l'exercice précédent, ces opérations marginales concernent le retraitement des frais d'insertion relatifs aux dépenses réelles d'investissement.

❖ Les restes à réaliser en dépenses : 909 093,69 €

Les restes à réaliser en dépenses correspondant à des dépenses engagées non mandatées qui s'établissent à 909 093,69 €.

Ils se déclinent comme suit au titre du :

- **Chapitre 20 : 33 969,06 €**

Il s'agit des dépenses de frais d'insertion (1 526,01 €) et de concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires (32 443,05 €).

- **Chapitre 21 : 113 239,29 €**

Il se rapporte aux dépenses afférentes aux installations générales, agencements, aménagements des constructions (55 957,74 €), aux matériels industriels (49 335,52 €), aux installations générales, agencements, aménagements divers (7 508,47 €) et aux mobiliers (437,56 €).

- **Chapitre 23 : 761 885,34 €**

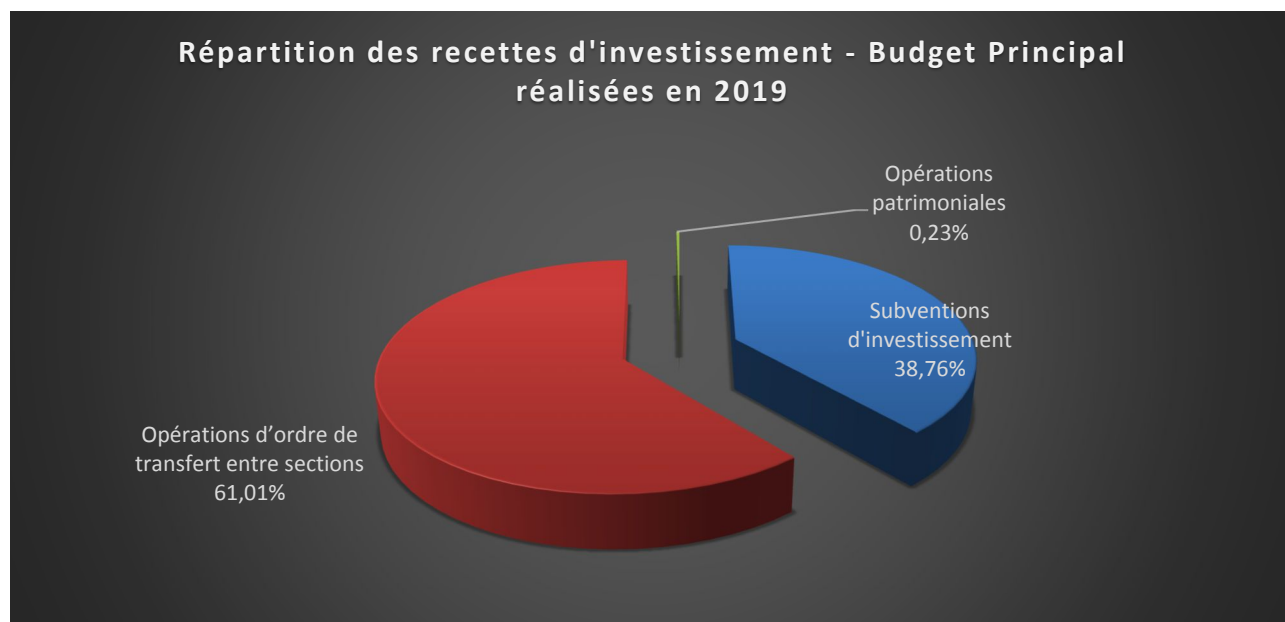
Il concerne des dépenses d'immobilisations corporelles en cours terrains sur les deux stations expérimentales (428 242,49 €) et d'immobilisations corporelles en cours constructions (333 642,85 €).

II.2) Les recettes d'investissement au titre du Budget Principal

Le total des recettes d'investissement s'établit à 3,9 M€, soit un taux d'exécution de 58,25 %.

Ces recettes s'accroissent de 1 836 556,25 € au regard de l'exercice 2018 essentiellement suite à la mise en place d'une provision pour Compte Epargne Temps.

Elles se répartissent comme suit :



❖ Chapitre 13 - Subventions d'investissement : 1 525 000 €

Ce chapitre est en augmentation de 230 193,88 € par rapport à 2018 au titre des contributions émanant de la Collectivité de Corse, permettant de financer les investissements en propre de l'Office.

Le taux de réalisation des subventions d'investissement est modeste, soit 36,78 % du budget, du fait de la non-exécution des dépenses d'investissement citées supra.

❖ Chapitre 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 2 400 943,22 €

Réalisées à hauteur de 93,29 % des prévisions budgétaires, ces opérations en augmentation de 1 603 657,03 € par rapport à 2018, concernent :

- ✓ Des dotations aux amortissements des immobilisations qui atteignent 673 296,31 €.
- ✓ Une provision pour litiges et contentieux qui s'établit à 27 271,18 €.
- ✓ Une provision pour le financement du compte épargne temps à hauteur de 1 675 952 €.
- ✓ Des stocks évalués à 24 423,73 €.

❖ Chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 9 098,94 €

En parfait miroir des dépenses déclinées plus haut (chapitre 041 en dépenses d'investissement), ce chapitre concerne le retraitement des frais d'insertion relatifs aux opérations d'investissement.

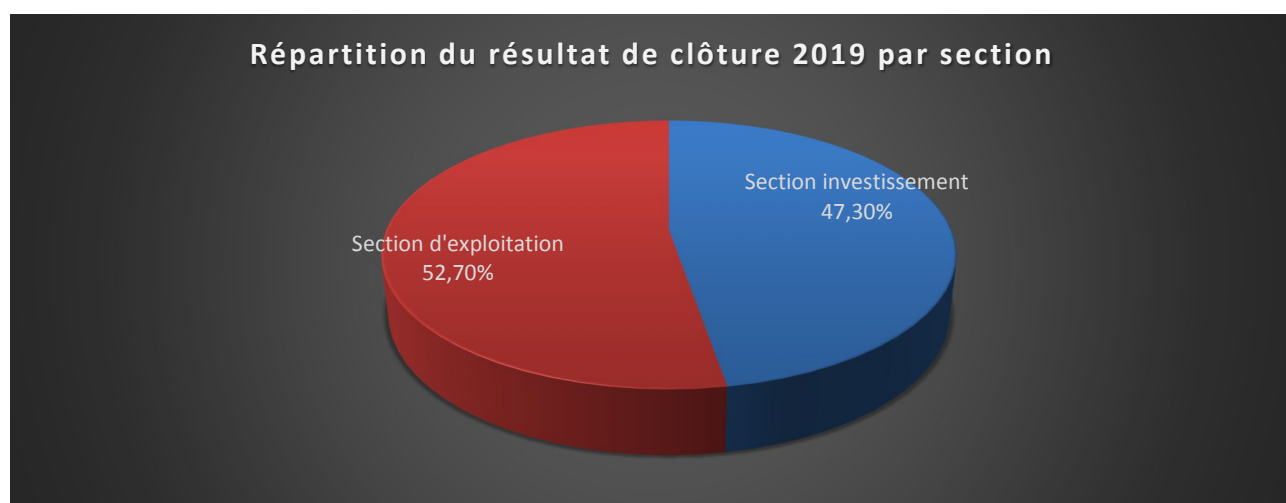
III) Les résultats d'exécution au titre du Budget Principal et du Budget Annexe

Sections	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement exercice 2019	Résultat de l'exercice 2019	Résultat de clôture au 31/12/2019
I - Budget Principal				
Exploitation	4 400 230,63 €		- 628 214,15 €	3 772 016,48 €
Investissement	2 092 560,38 €		1 293 002,57 €	3 385 562,95 €
Total (I)	6 492 791,01 €		664 788,42 €	7 157 579,43 €
II - Budget Annexe				
Exploitation	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Investissement	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Total (II)	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Total (I + II)	6 492 791,01 €		664 788,42 €	7 157 579,43 €

Au titre du Budget Principal, le résultat de fonctionnement 2019 s'établit à - 628 214,15 € et le résultat de clôture (résultats cumulés des exercices précédents + résultat de l'exercice) pour la section d'exploitation atteint 3 772 016,48 €. On soulignera que le résultat de l'exercice est fortement impacté par la constitution en année 1 de la provision pour Compte Epargne Temps.

Le solde d'exécution de la section d'investissement sur l'exercice 2019 se fixe à 1 293 002,57 €, ce qui porte le résultat de clôture à 3 385 562,95 €.

Le résultat global de clôture qui s'élève à 7 157 579,43 € représente environ 46 jours de dépenses réelles de l'Office (Budget Principal + Budget Annexe) et se répartit en % par section comme suit :



Le Budget Annexe consacré exclusivement à la gestion des aides européennes liées au programme FEADER affiche des résultats neutres au regard de la fonction de redistribution de l'Office qui ne génère en principe ni bénéfice ni perte d'exploitation.